

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. M. F. Grootjans, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes Moyennes, est nommé à partir du 6 janvier 1985, gouverneur de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, en remplacement de M. W. De Clercq, prénommé.

Art. 2. M. F. Grootjans, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes Moyennes, est nommé à partir du 6 janvier 1985, gouverneur de la Banque asiatique de Développement, en remplacement de M. W. De Clercq, prénommé.

Art. 3. M. F. Grootjans, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes Moyennes, est nommé à partir du 6 janvier 1985, gouverneur de la Banque interaméricaine de Développement, en remplacement de M. W. De Clercq, prénommé.

Art. 4. M. F. Grootjans, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes Moyennes, est nommé à partir du 6 janvier 1985, gouverneur de la Banque africaine de Développement, en remplacement de M. W. De Clercq, prénommé.

Art. 5. M. F. Grootjans, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Classes Moyennes, est nommé à partir du 6 janvier 1985, gouverneur du Fonds africain de Développement, en remplacement de M. W. De Clercq, prénommé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 6 janvier 1985.

Art. 7. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations Extérieures,

L. TINDEMANS

F. 85 — 213

Arrêté royal fixant les modalités d'application de certaines dispositions du Livre Ier de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension a notamment instauré un nouveau régime de pensions de survie en faveur des ayants droit des agents des services publics, tout en confiant au Roi le soin de régler certains modalités de son application.

Elle comporte également d'autres dispositions modifiant ou complétant la législation existante qui requièrent, elles aussi, des mesures à caractère réglementaire.

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté regroupe un certain nombre de dispositions d'exécution du Livre Ier relatif aux pensions du secteur public, les autres faisant l'objet d'arrêtés distincts.

ANALYSE DES ARTICLES

Articles 1er et 2

L'octroi de la pension de conjoint survivant au taux normal est subordonné, en ce qui concerne les bénéficiaires âgés de moins de 45 ans, à la reconnaissance d'une incapacité permanente de 66 p.c. au moins ou à la condition d'avoir un enfant à charge.

En raison de l'existence de conditions similaires dans les régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, il importe, en vue d'éviter des appréciations médicales divergentes lorsque la carrière du défunt comportait des services dans le secteur public et dans le secteur privé, de confier à la même instance médicale le soin d'évaluer l'incapacité permanente.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer F. Grootjans, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand, wordt met ingang van 6 januari 1985, tot gouverneur van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling benoemd, ter vervanging van de heer W. De Clercq, voornoemd.

Art. 2. De heer F. Grootjans, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand, wordt met ingang van 6 januari 1985, tot gouverneur van de Aziatische Ontwikkelingsbank benoemd, ter vervanging van de heer W. De Clercq, voornoemd.

Art. 3. De heer F. Grootjans, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand, wordt met ingang van 6 januari 1985, tot gouverneur van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank benoemd, ter vervanging van de heer W. De Clercq, voornoemd.

Art. 4. De heer F. Grootjans, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand, wordt met ingang van 6 januari 1985, tot gouverneur van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank benoemd, ter vervanging van de heer W. De Clercq, voornoemd.

Art. 5. De heer F. Grootjans, Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Middenstand, wordt met ingang van 6 januari 1985, tot gouverneur van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds benoemd, ter vervanging van de heer W. De Clercq, voornoemd.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 januari 1985.

Art. 7. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

N. 85 — 213

Koninklijk besluit tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van Boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen heeft onder andere een nieuwe regeling inzake overlevingspensioenen ingesteld ten voordele van de rechtgebenden van de personeelsleden van de overheidsdiensten; aan de Koning werd de taak toevertrouwd sommige toepassingsmodaliteiten ervan te bepalen.

Deze wet omvat ook nog andere bepalingen die de bestaande wetgeving wijzigen of aanvullen en die eveneens reglementaire maatregelen vereisen.

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, bevat een aantal uitvoeringsbepalingen van Boek I betreffende de pensioenen van de openbare sector; de andere bepalingen zullen het voorwerp uitmaken van afzonderlijke besluiten.

ONTLEDING DER ARTIKELEN

Artikelen 1 en 2

De toekenning van het pensioen van de langstlevende echtgenoot overeenkomstig het normaal bedrag is, wat de begunstigden betreft die de leeftijd van 45 jaar niet hebben bereikt, afhankelijk van de erkenning van een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. of van de voorwaarde een kind ten laste te hebben.

Aangezien gelijkaardige voorwaarden bestaan in de pensioenregelingen van de werknemers en van de zelfstandigen en ten einde uiteenlopende medische beoordelingen te vermijden, is het aangevoelen, wanneer de overledene tijdens zijn loopbaan diensten heeft verstrekt in de overheidssector en de privé-sector, aan dezelfde medische instantie de taak toe te vertrouwen de blijvende ongeschiktheid te ramen.

Dès lors, l'article 1er charge de cette tâche, pour l'ensemble des pensions de survie du secteur public, le Conseil médical de l'invalidité qui l'assume déjà en ce qui concerne les pensions du secteur privé.

En vue d'éviter une double procédure devant la même instance en cas de carrière mixte, il y a lieu de considérer que la procédure relative à la reconnaissance de l'incapacité permanente dans le régime de pension des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants revêt un caractère prioritaire et que la décision prise à l'issue de cette procédure est également valable en ce qui concerne les pensions de survie du secteur public.

L'article 1er permet aussi d'entamer une nouvelle procédure de reconnaissance de l'incapacité en cas d'aggravation de l'état de santé du requérant ou de survenance d'affections nouvelles.

L'article 2 considère comme enfant à charge celui pour lequel l'ayant droit à la pension de survie perçoit des allocations familiales accordées en vertu de la législation relative aux allocations familiales, ou des avantages de même nature accordés en vertu d'une législation belge ou étrangère.

Articles 3 et 4

L'article 3, § 1er, fixe les conditions auxquelles des études accomplies après le 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'agent a atteint l'âge de 20 ans peuvent être assimilées à des périodes admissibles en matière de pension de survie lorsque ces études ne donnent pas lieu à l'octroi d'une bonification pour diplôme en matière de pension de retraite et ne sont pas, de ce fait, admissibles d'office pour le calcul de la pension de survie.

Il prescrit à cet égard qu'il doit s'agir d'études accomplies dans l'enseignement du jour de plein exercice, même si elles n'ont pas été sanctionnées par un diplôme, les études effectuées le soir ne constituant pas un obstacle à l'exercice concomitant d'une activité professionnelle. En outre, il requiert que l'activité professionnelle dans le secteur public soit la première activité exercée après la fin des études ou, si ce n'est pas le cas, qu'elles ait débuté dans les trois ans qui suivent la fin des études.

L'année scolaire ou académique comprend, en principe, toute la période qui s'étend du début des cours à la fin des vacances qui lui font suite. Pour des raisons de simplification et d'harmonisation, cette période est censée s'étendre dans tous les cas du 1er septembre au 31 août. Chaque année scolaire justifiée entraînera donc la supputation de cette période, sous déduction éventuelle des périodes dont il sera question ci-après dans le commentaire du paragraphe 3.

Le paragraphe 2 définit les activités de nature éducative ou formative qui peuvent être considérées comme études. Il s'agit, comme dans le régime des travailleurs salariés, des stages professionnels découlant de la nature des études effectuées et qui se situent après celles-ci, ainsi que du temps consacré à la préparation d'une thèse de doctorat ou d'un mémoire de fin d'études ayant abouti à l'obtention d'un diplôme légalement reconnu, cette dernière période étant toutefois limitée à 2 ans.

Il a été dit dans le commentaire consacré au paragraphe 1er que toute année d'études commencée entraîne la prise en considération de l'année scolaire entière, c'est-à-dire la période allant du 1er septembre au 31 août. Or, il n'est pas exclu que certaines des périodes ainsi supputées puissent l'être également à un autre titre, ce qui serait le cas, par exemple, si une activité professionnelle a été exercée par intermittence pendant les études ou si des services militaires ont été accomplis pendant une partie de celles-ci. Il est évident que le temps ainsi admissible doit venir en déduction des périodes d'études assimilées en vertu du paragraphe 1er. La même déduction devrait être opérée si de telles périodes admissibles étaient concomitantes à l'accomplissement d'un stage professionnel ou à la préparation d'un thèse de doctorat ou d'un mémoire de fin d'études.

C'est ce que prévoit le paragraphe 3.

Par analogie avec l'article 49 de la loi du 15 mai 1984 qui prévoit une pondération de la bonification pour diplômes lorsque les services ouvrant des droits à une pension immédiate ou différée pour carrière réduite ont duré moins de 20 ans, les périodes assimilées en vertu du présent article doivent subir la même pondération, celle-ci n'étant toutefois pas appliquée lorsque la première activité postérieure aux études se situe dans le secteur public.

Tel est l'objet du paragraphe 4.

Artikel 1 belast derhalve de Geneeskundige Raad voor invaliditeit met deze taak voor het geheel van de overlevingspensioenen van de openbare sector; deze Raad is terzake reeds bevoegd voor de pensioenen van de privé-sector.

Ten einde in geval van een gemengde loopbaan een dubbele procedure voor dezelfde instantie te vermijden, moet de procedure betreffende de erkenning van de blijvende ongeschiktheid in de pensioenregeling voor werknemers of in die voor zelfstandigen als prioritair beschouwd worden en geldt de beslissing die op het einde van deze procedure genomen wordt eveneens voor de overlevingspensioenen van de openbare sector.

Artikel 1 laat eveneens toe dat een nieuwe procedure inzake de erkenning van de ongeschiktheid wordt aangevat in geval van vergering van de gezondheidstoestand van de verzoeker of wanneer zich nieuwe aandoeningen voordoen.

Artikel 2 beschouwt als kind ten laste het kind waarvoor de recht-hebbende op het overlevingspensioen kinderbijslag ontvangt krachtens de wetgeving inzake kinderbijslag of voordelen van dezelfde aard toegekend krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving

Artikelen 3 en 4

Artikel 3, § 1, bepaalt de voorwaarden onder dewelke de studies verricht na de eerste januari van het jaar tijdens hetwelk het personeelslid de leeftijd van 20 jaar bereikt heeft, gelijkgesteld kunnen worden met periodes die voor het overlevingspensioen in aanmerking komen, indien deze studies geen aanleiding geven inzake het rustpensioen tot de toekenning van een bonificatie wegens diploma en derhalve niet ambtshalve voor de berekening van het overlevingspensioen aanneembaar zijn.

Dit artikel voorziet in dit opzicht dat het om, eventueel niet door een diploma bekroonde, studies moet gaan in het dagonderwijs met volledig leerplan, aangezien avondstudies de gelijktijdige uitoefening van een beroepsactiviteit niet beletten. Bovendien vereist het dat de beroepsactiviteit in de openbare sector de eerste is die na het einde van de studies uitgeoefend werd of, indien dit niet het geval is, dat zij een aanvang nam binnen de drie jaar na het einde van de studies.

Het school- of academiejaar omvat in principe de ganse periode gelegen tussen het begin van de lessen en het einde van het daaropvolgend verlof. Om de zaken te vereenvoudigen en met het oog op een zekere harmonisering wordt deze periode in alle gevallen geacht te lopen van 1 september tot 31 augustus. Elk schooljaar waarvan het bestaan bewezen wordt, zal aldus de aanrekening van deze periode met zich meebrengen; daarvan zullen eventueel de periodes afgetrokken worden waarvan hierna in de bespreking van paragraaf 3 sprake zal zijn.

Paragraaf 2 bepaalt welke activiteiten van opvoedende of vormende aard als studies kunnen beschouwd worden. Zoals in de werknemersregeling gaat het om beroepsstages die voortvloeiën uit de aard van de gedane studies en onmiddellijk erna gelegen zijn, evenals om de tijd gewijd aan de voorbereiding van een doctoraats-thesis of van een eindverhandeling die geleid hebben tot de toekenning van een wettelijk erkend diploma; in het tweede geval wordt deze periode evenwel tot 2 jaar beperkt.

Bij de bespreking van paragraaf 1 werd gezegd dat elk begonnen studiejaar aanleiding geeft tot de inaanmerkingneming van het ganse schooljaar, d.w.z. van 1 september tot 31 augustus. Het is echter niet uitgesloten dat aldus aangerekende periodes eveneens uit hoofde van een andere hoedanigheid aangerekend kunnen worden, hetgeen bijvoorbeeld het geval zou zijn indien tijdens de studies nu en dan een beroepsactiviteit uitgeoefend werd of indien tijdens een deel van de studies militaire diensten verricht werden. Het spreekt vanzelf dat de aldus aanneembare tijd afgetrokken moet worden van de studieperiodes die krachtens paragraaf 1 gelijkgesteld werden. Eenzelfde aftrek zou uitgevoerd moeten worden indien dergelijke aanneembare periodes samenvielen met een beroepsstage of met de voorbereiding van een doctoraats-thesis of van een eindverhandeling.

Dit is wat paragraaf 3 voorziet.

Naar analogie met artikel 49 van de wet van 15 mei 1984 waarin een proportionele toekenning van de bonificatie wegens diploma's voorzien wordt indien de diensten die rechten openen op een onmiddellijk of uitgesteld pensioen voor een beperkte loopbaan minder dan 20 jaar geduurd hebben, moet op de periodes die krachtens dit artikel gelijkgesteld worden dezelfde proportionaliteit toegepast worden; deze wordt evenwel niet toegepast wanneer de eerste activiteit na de studies uitgeoefend werd in de openbare sector.

Dit is het voorwerp van paragraaf 4.

L'article 4 pose comme principe que le total des périodes assimilées en vertu de l'article 3 est limité à 4 années, afin de ne pas dépasser la durée de la bonification pour diplôme accordée généralement pour des études supérieures ayant abouti à un diplôme requis lors du recrutement ou d'une promotion ultérieure.

Le même plafond reste applicable à l'ensemble constitué par la bonification attachée à un diplôme requis et la durée des études assimilées en vertu du présent arrêté. Toutefois, si la fin de la dernière année d'études admissible, que ce soit au titre de bonification pour diplôme requis ou au titre d'études assimilées à des périodes admissibles, se situe moins de 4 ans après 1er janvier de l'année du 20e anniversaire, la durée de 4 ans est ramenée à celle comprise entre ces deux dates, dont il y a lieu de déduire, le cas échéant, les périodes admissibles à un titre autre que les études assimilées. Pour la détermination de ce dernier plafond, la date de la fin des études doit être remplacée par celle à laquelle le stage professionnel postérieur aux études a effectivement pris fin ou par celle de la délivrance du diplôme obtenu à la suite de la présentation d'un mémoire de fin d'études ou d'une thèse de doctorat.

Enfin, si la durée des études a été pondérée par application de l'article 3, § 4, la même pondération s'applique à la durée résultant des règles qui précèdent.

Voici comment s'appliqueraient les règles précitées dans 2 cas choisis à titre d'exemple :

1. Un agent, né en avril 1930, se trouvait aux études le 1er janvier de l'année de son 20e anniversaire, c'est-à-dire le 1er janvier 1950, dans l'enseignement du jour de plein exercice et a poursuivi celles-ci jusqu'à la fin du mois de juin 1953.

La période assimilée pour le calcul de la pension de survie s'étendra du 1er janvier 1950 à la fin de la dernière année scolaire, fixée forfaitairement par l'article 3, § 1er, alinéa 2, au 31 août 1953, soit 3 ans et 8 mois.

2. Un enseignant, né en juin 1950, a effectué les études suivantes :

- du 1er septembre 1969 au 30 juin 1970 : études d'instituteur dans l'enseignement normal;
- du 1er septembre 1970 au 30 juin 1971 : autres études ou échec scolaire;
- du 1er septembre 1971 au 30 juin 1972 : suite des études d'instituteur, sanctionnées par la réussite d'un examen et l'obtention du diplôme.

Le diplôme d'instituteur donnant lieu à une bonification de deux ans en vertu de la législation antérieure, les études sanctionnées par ce diplôme ne sont pas assimilables en vertu de la disposition nouvelle.

Seules les périodes postérieures au 1er janvier de l'année du 20e anniversaire et qui n'interviennent pas dans le calcul de la pension de retraite peuvent être assimilées, soit, dans l'exemple choisi, l'année scolaire 1970-1971 couvrant la période du 1er septembre 1970 au 31 août 1971.

Conformément à l'article 4, le total de la bonification pour diplôme et de la période assimilée soit 36 mois, doit être limité à la durée comprise entre le 1er janvier de l'année du 20e anniversaire, c'est-à-dire le 1er janvier 1970 et le 31 août de la dernière année d'études admissible c'est-à-dire le 31 août 1972, soit 32 mois. La période assimilée devra donc être ramenée de 12 à 8 mois.

Si, dans l'exemple précité, l'intéressé avait commencé son service militaire ou entamé une activité professionnelle ouvrant un droit à une pension de survie, le 1er août 1972, le mois d'août de l'année 1972 étant admissible pour une pension de survie, la durée limite de 32 mois fixée ci-dessus devrait être ramenée à 31 mois et en conséquence la durée assimilée serait réduite à 7 mois.

Articles 5 à 15

Ces articles déterminent les pièces et documents qui doivent être fournis à l'appui d'une demande de pension de survie.

Ils reprennent, en les adaptant aux particularités du nouveau régime institué en la matière, les dispositions des arrêtés royaux du 8 mai 1936 et du 15 juin 1936 relatifs au mode de justification des droits à la pension.

Artikel 4 stelt als principe dat het totaal van de krachtens artikel 3 gelijkgestelde periodes beperkt is tot 4 jaar ten einde te beletten dat de duur zou overschreden worden van de diplomabonificatie die in het algemeen toegekend wordt voor hogere studies die geleid hebben tot een diploma dat vereist was bij de aanwerving of bij een latere bevordering.

Hetzelfde plafond is toepasselijk op het geheel dat gevormd wordt door de bonificatie verbonden aan een vereist diploma en door de duur van de krachtens dit besluit gelijkgestelde studies. Indien echter het einde van het laatste studiejaar dat aanneembaar is hetzij als bonificatie voor een vereist diploma, hetzij als studies gelijkgesteld met aanneembare periodes, zich minder dan 4 jaar na de eerste januari van het jaar van de 20e verjaardag situeert, dan wordt de duur van 4 jaar teruggebracht tot die welke tussen deze twee data ligt; daarvan worden, in voorkomend geval, de periodes die aanneembaar zijn uit hoofde van een andere hoedanigheid dan de gelijkgestelde studies, afgetrokken. Voor de vaststelling van dit laatste plafond moet de datum van het einde van de studies vervangen worden door deze waarop de beroepsstage die na de studies plaatsvond effectief beëindigd werd of door de datum waarop het diploma werd behaald na het voorleggen van een eindverhandeling of van een doctoraatsthesis.

Indien tenslotte de studieduur in toepassing van artikel 3, § 4, op proportionele wijze bepaald werd, wordt dezelfde proportionaliteit toegepast op de duur voortvloeiend uit de hierboven omschreven regels.

Nu volgen 2 voorbeelden die aantonen hoe de voormelde regels moeten toegepast worden :

1. Een personeelslid geboren in april 1930, was student in het dagonderwijs met volledig leerplan de eerste januari van het jaar van zijn 20e verjaardag, dus op 1 januari 1950, en heeft zijn studies voortgezet tot het einde van de maand juni 1953.

De voor de berekening van het overlevingspensioen gelijkgestelde periode is gelegen tussen 1 januari 1950 en het einde van het laatste schooljaar dat, overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, forfaitair bepaald is op 31 augustus 1953; deze periode omvat dus 3 jaar en 8 maand.

2. Een lid van het onderwijzend personeel geboren in juni 1950, heeft de volgende studies gedaan :

- van 1 september 1969 tot 30 juni 1970 : studies van onderwijzer in het normaalonderwijs;
- van 1 september 1970 tot 30 juni 1971 : andere studies of een schooljaar waarvoor de betrokkene niet geslaagd is;
- van 1 september 1971 tot 30 juni 1972 : voortzetting van de studies van onderwijzer gevolgd door het slagen in de examens en het bekomen van het diploma.

Daar het diploma van onderwijzer krachtens de vroegere wetgeving aanleiding geeft tot een bonificatie van twee jaar, kunnen de door dit diploma bekrachtigde studies niet gelijkgesteld worden op grond van de nieuwe bepalingen.

Aleen de periodes na de eerste januari van het jaar van de 20e verjaardag die niet in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen, kunnen gelijkgesteld worden; in het gekozen voorbeeld gaat het hier om het schooljaar 1970-1971, dus om de periode van 1 september 1970 tot 31 augustus 1971.

Overeenkomstig artikel 4 moet het totaal van de bonificatie wegens diploma en van de gelijkgestelde periode, hetzij 36 maand, beperkt worden tot de duur begrepen tussen de eerste januari van het jaar van de 20e verjaardag, d.w.z. 1 januari 1970, en de 31e augustus van het laatste aanneembaar studiejaar, d.w.z. 31 augustus 1972, hetzij 32 maand. De gelijkgestelde periode zal dus van 12 tot 8 maand teruggebracht worden.

Indien de betrokkene, in het voormelde voorbeeld, op 1 augustus 1972 zijn militaire dienst had begonnen of een beroepsactiviteit die rechten opent op een overlevingspensioen, dan zou de hierboven vastgestelde beperkte duur van 32 maand teruggebracht moeten worden tot 31 maand en zou de gelijkgestelde duur bijgevolg tot 7 maand verminderd moeten worden, daar de maand augustus van het jaar 1972 voor een overlevingspensioen in aanmerking komt.

Artikelen 5 tot 15

Deze artikelen bepalen welke stukken en documenten samen met een aanvraag tot het bekomen van een pensioen moeten voorgelegd worden.

Zij hernemen de bepalingen van de koninklijke besluiten van 8 mei 1936 en 15 juni 1936 inzake de verantwoordingswijze van de rechten op het pensioen, maar passen ze aan de bijzonderheden van de ter zake ingestelde nieuwe regeling aan.

Articles 16 et 17

La loi du 15 mai 1984 a modifié les conditions d'octroi de l'allocation tenant lieu de pension accordée à certains anciens militaires en admettant notamment la supputation de tous les services qu'ils ont effectués dans les forces armées. Elle a, en outre, rendu admissibles pour le calcul d'une pension du secteur public les services accomplis dans les agglomérations de communes créées pendant la guerre de 1940-1945.

Lorsque les services en cause ont déjà été supputés pour le calcul d'une pension de travailleur salarié, l'Etat doit être subrogé dans la partie de pension afférente à ces services.

Les articles 16 et 17 fixent les modalités de cette subrogation de la manière déjà utilisée dans des situations analogues.

Articles 18 et 19

La loi du 15 mai 1984 a complété la législation relative aux bonifications pour diplômes, jusqu'ici réservées aux diplômés de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire, en permettant au Roi d'étendre, aux conditions qu'il doit déterminer, le bénéfice de cette bonification aux diplômés obtenus à l'issue d'autres études.

En raison de la variété des situations concernées, il n'est pas possible d'établir une liste exhaustive des diplômes auxquels la mesure sera appliquée et de déterminer dans chaque cas la valeur de la bonification, la durée des études ayant d'ailleurs varié selon les périodes.

C'est pourquoi une bonification forfaitaire de 2 ans est prévue pour tout diplôme obtenu dans l'enseignement du jour à l'issue d'études dont les conditions d'accès et la durée n'ont pas permis à leur titulaire d'entrer en fonction avant l'âge de 19 ans et pour autant que le diplôme ait été exigé pour l'exercice des fonctions assumées par l'intéressé. Elle est toutefois ramenée à un an si la durée des études n'atteignait pas deux années.

Articles 20 et 21

L'article 20 fixe les modalités de revision des pensions en cours dans lesquelles interviennent les nouvelles bonifications pour études dont question aux articles 18 et 19.

L'article 21 prévoit les mêmes modalités de revision en ce qui concerne les services dans les agglomérations de communes créées pendant la guerre de 1940-1945 qui ont été rendus admissibles par l'article 77 de la loi du 15 mai 1984.

Ces deux articles s'inspirent de dispositions analogues antérieures.

Article 22

En raison de l'abrogation de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, les références à cette loi, qui figurent dans plusieurs dispositions de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, sont remplacées par les références au Titre II du Livre Ier de la loi du 15 mai 1984 qui instaure un nouveau régime de minimums garantis.

Article 23

L'article 68 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires a accordé un pécule complémentaire au pécule de vacances aux pensionnés du secteur public à la condition, pour ceux-ci, de bénéficier effectivement du montant minimum garanti de pension prévu par l'article 2 de la loi du 27 juillet 1962 en faveur des retraités âgés de 65 ans (60 ans pour les agents féminins), et par l'article 3 de la même loi en ce qui concerne les veuves.

Les modifications de références nécessaires sont effectuées par l'article 22, 5^e, du présent arrêté, mais il reste à adapter aux dispositions nouvelles en matière de montants minimums des pensions, l'arrêté royal du 12 juillet 1979 portant les mesures d'exécution de l'article 68 précité.

C'est ce que réalise l'article 23, qui détermine les bénéficiaires du pécule complémentaire par référence aux dispositions de la loi du 15 mai 1984 fixant les montants minimums en faveur des pensionnés pour raison d'âge ou d'ancienneté qui ont atteint l'âge de 60 ans ou en faveur des bénéficiaires d'une pension de survie au titre de conjoint survivant.

Artikelen 16 en 17

De wet van 15 mei 1984 heeft de toekenningsvoorwaarden gewijzigd van de als pensioen geldende tegemoetkoming die sommige gewezen militairen kunnen bekomen, door te bepalen dat alle bij de strijdkrachten gepresteerde diensten in aanmerking kunnen worden genomen. Bovendien heeft deze wet de diensten gepresteerd bij de tijdens de oorlog 1940-1945 opgerichte agglomeraties van gemeenten aanneembaar gemaakt voor de berekening van een pensioen van de openbare sector.

Wanneer deze diensten reeds in aanmerking werden genomen voor de berekening van een werknemerspensioen, moet de Staat gesubrogeerd worden in het gedeelte van het pensioen dat op deze diensten betrekking heeft.

De artikelen 16 en 17 stellen de subrogatiemodaliteiten ter zake vast volgens een in gelijkaardige situaties reeds toegepaste werkwijze.

Artikelen 18 en 19

De wet van 15 mei 1984 heeft de wetgeving inzake bonificaties voor diploma's aangevuld. Tot nu toe was deze bonificatie beperkt tot diploma's van het universitair en het niet-universitair hoger onderwijs. Aan de Koning werd, onder de voorwaarden die Hij moet bepalen, de mogelijkheid gegeven het voordeel van deze bonificatie uit te breiden tot diploma's bekomen na andere studies.

Wegens de verscheidenheid van de geviseerde situaties is het onmogelijk een exhaustieve lijst op te stellen van de diploma's die in aanmerking komen voor de toepassing van deze maatregel en voor ieder geval de waarde van de bonificatie te bepalen, temeer omdat de studieduur niet altijd dezelfde was.

Derhalve werd een forfaitaire bonificatie van twee jaar voorzien voor om het even welk diploma bekomen in het dagonderwijs na de beëindiging van studies waarvan de toelatingsvoorwaarden en de duur de belanghebbende niet in de mogelijkheid hebben gesteld om voor de leeftijd van 19 jaar in dienst te treden, voor zover het bezit van dit diploma vereist was voor het uitoefenen van de aan de betrokkene toevertrouwde functie. Deze bonificatie wordt nochtans herleid tot één jaar, indien de duur van de studies geen twee jaar bereikte.

Artikelen 20 en 21

Artikel 20 stelt de herzieningsmodaliteiten vast van de lopende pensioenen ten gevolge van de nieuwe bonificaties voor studies, waarvan sprake is in de artikelen 18 en 19.

Artikel 21 voorziet dezelfde herzieningsmodaliteiten wat de diensten betreft die in de tijdens de oorlog 1940-1945 opgerichte agglomeraties van gemeenten werden gepresteerd en die door artikel 77 van de wet van 15 mei 1984 aanneembaar werden gemaakt.

Beide artikelen zijn gebaseerd op vroegere gelijkaardige bepalingen.

Artikel 22

Ten gevolge van de opheffing van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, worden de verwijzingen naar deze wet die in meerdere bepalingen van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen voorkomen, vervangen door verwijzingen naar Titel II van Boek I van de wet van 15 mei 1984 die een nieuwe regeling inzake gewaarborgde minimumbedragen instelt.

Artikel 23

Artikel 68 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen heeft aan de gepensioneerden van de openbare sector een aanvullende toeslag bij het vacatiegeld toegekend, op voorwaarde dat zij effectief het gewaarborgd minimumpensioenbedrag genoten voorzien in artikel 2 van de wet van 27 juli 1962 ten voordele van de oprustgestelden die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt (60 jaar voor de vrouwelijke personeelsleden) en in artikel 3 van dezelfde wet wat de weduwen betreft.

De noodzakelijke aanpassingen van de verwijzingen worden door artikel 22, 5^e, van dit besluit uitgevoerd; maar het koninklijk besluit van 12 juli 1979 houdende de uitvoeringsmaatregelen van het voormelde artikel 68 moet nog aangepast worden aan de nieuwe beschikkingen inzake de minimumpensioenbedragen.

Dit wordt verwezenlijkt door artikel 23 dat de begunstigden van de aanvullende toeslag bepaalt door te verwijzen naar de bepalingen van de wet van 15 mei 1984 houdende vaststelling van de minimumbedragen ten voordele van de personen die oppensioengesteld werden wegens hun leeftijd of anciënniteit en die de leeftijd van 60 jaar bereikt hebben of ten voordele van de begunstigden van een overlevingspensioen in de hoedanigheid van langstlevende echtgenoot.

En outre, si le pécule complémentaire est attribué à un pensionné avec charge de famille, celui-ci obtient le montant prévu pour un ménage dans le régime des travailleurs salariés mais le pécule complémentaire qui serait alloué à l'un ou à l'autre des époux dans le régime des travailleurs salariés ou dans celui de la Sécurité sociale d'outre-mer vient en déduction du pécule complémentaire accordé dans le secteur public.

Article 24

Cet article fixe, les dates d'entrée en vigueur des différentes mesures contenues dans le présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

29 JANVIER 1985. — Arrêté royal fixant les modalités d'application de certaines dispositions du Livre Ier de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 7 juillet 1964 créant notamment une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains anciens militaires, notamment l'article 20 modifié par la loi du 15 mai 1984;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, notamment l'article 33, modifié par la loi du 15 mai 1984;

Vu la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, notamment l'article 2, § 3, y inséré par la loi du 15 mai 1984;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 68;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, notamment l'article 4, § 3, l'article 5, § 2, les articles 6, 21 et 78, § 2, et les articles 79 et 96;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel des forces terrestres, aériennes, navales et du service médical;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté fixe les modalités d'exécution de la loi du 15 mai 1984 qui est entrée en vigueur le 1er juin 1984; que compte tenu du caractère social des mesures qu'elle contient, il importe que ses modalités d'exécution soient adoptées au plus tôt;

Indien de aanvullende toeslag toegekend wordt aan een gepensioneerd met gezinslast, bekomt deze het in de werknemersregeling voorziene gezinsbedrag, maar de aanvullende toeslag bij het vacantiégeld die eventueel aan één van de echtgenoten in de werknemersregeling of in de regeling van de overzeese sociale zekerheid toegekend wordt, moet afgetrokken worden van de aanvullende toeslag die voor de openbare sector toegekend wordt.

Article 24

Dit artikel bepaalt de datum van inwerkingtreding van de in dit besluit voorziene maatregelen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

29 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van Boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 7 juli 1964 tot instelling, onder meer, van een als pensioen geldende tegemoetkoming ten voordele van sommige gewezen militairen, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984;

Gelet op de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, inzonderheid op artikel 33, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984;

Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs, inzonderheid op artikel 2, § 3, ingevoegd bij de wet van 15 mei 1984;

Gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 4, § 3, artikel 5, § 2, de artikelen 6, 21 en 78, § 2, en de artikelen 79 en 96;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de land-, de lucht en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de Rijkswacht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het feit dat dit besluit de toepassingsmodaliteiten vaststelt van de wet van 15 mei 1984 die in werking is getreden op 1 juni 1984 en dat rekening houdend met het sociaal karakter van de erin vervatte maatregelen, het aangewezen is om haar toepassingsmodaliteiten zo spoedig mogelijk vast te stellen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et, en ce qui concerne l'article 3, § 2, de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier
Mesures relatives aux pensions de survie

Section 1

Modalités de reconnaissance de l'incapacité permanente et définition de la notion d'enfant à charge

Article 1er. § 1er. Le Conseil médical de l'invalidité, prévu par la législation en matière d'assurance contre la maladie et l'invalidité, est chargé de constater si l'incapacité permanente de 66 p.c. au moins visée à l'article 4, § 3, alinéa 3, et à l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, est atteinte dans le chef d'un ayant droit à une pension de survie âgé de moins de 45 ans.

Pour faire valoir cette incapacité, celui-ci adresse à l'organisme chargé de la liquidation de sa pension de survie, une demande appuyée par un certificat médical destiné au Conseil médical de l'invalidité.

La décision du Conseil médical de l'invalidité est notifiée à l'intéressé et à l'organisme chargé de la liquidation de sa pension dans les trois jours qui suivent la date à laquelle elle a été prise.

Si un ayant droit visé à l'alinéa 1er fait également valoir des droits à une pension de survie à charge du régime de pension des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants, la constatation de l'incapacité permanente de 66 p.c. au moins s'effectue selon la procédure prévue par ces régimes, et la décision intervenue est valable d'office en ce qui concerne la pension visée par la loi du 15 mai 1984.

§ 2. En cas d'aggravation de son état de santé ou de survenance d'affections nouvelles, l'ayant droit qui n'a pas été reconnu atteint d'une incapacité d'au moins 66 p.c. peut introduire une nouvelle demande appuyée d'un certificat médical faisant état des éléments qui la justifient.

§ 3. La décision portant reconnaissance de l'incapacité de 66 p.c. au moins produit ses effets :

a) à la date de prise de cours de la pension si la demande visée au § 1er, alinéa 2, a été introduite dans les douze mois qui suivent cette date; celle-ci étant remplacée par la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* pour les pensions ayant pris cours avant cette publication;

b) le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la demande a été introduite, dans les autres cas.

Art. 2. Est considéré comme enfant à charge au sens de l'article 4, § 3, alinéa 3, et de l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 15 mai 1984, tout enfant pour lequel l'ayant droit à la pension de survie perçoit des allocations familiales ou des allocations qui en tiennent lieu.

Section 2

Modalités d'assimilation des périodes d'études et de certaines activités de nature éducative ou formative

Art. 3. § 1er. Pour l'application de l'article 5, § 2, alinéa 1er, de la loi du 15 mai 1984, sont assimilées à des périodes admissibles en matière de pension de survie, les études accomplies dans l'enseignement du jour de plein exercice, postérieures au 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'agent a atteint l'âge de 20 ans, pour autant que l'activité professionnelle ouvrant des droits à la pension de survie visée à l'article 1er de la loi du 15 mai 1984 ou l'activité professionnelle prise en considération pour le calcul de cette pension par application de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public réponde à l'une des conditions suivantes :

1° être la première activité exercée après la fin de la dernière année d'études admissible;

2° si tel n'est pas le cas, avoir débuté moins de trois ans après la fin de la dernière année d'études admissible.

Les études accomplies au cours d'une année scolaire ou académique entraînent le supputation, pour le calcul de la pension, de la période s'étendant du 1er septembre de l'année au 31 août de l'année suivante.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen en, wat artikel 3, § 2, betreft, op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I
Maatregelen betreffende de overlevingspensioenen

Afdeling 1

Modaliteiten van erkenning van de blijvende ongeschiktheid en bepaling van het begrip kind ten laste

Artikel 1. § 1. De Geneeskundige Raad voor invaliditeit voorzien door de wetgeving inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering dient vast te stellen of de blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. bedoeld in artikel 4, § 3, derde lid, en in artikel 6, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, bereikt wordt in hoofde van een rechthebbende op een overlevingspensioen die de leeftijd van 45 jaar niet bereikt heeft.

Om deze ongeschiktheid te doen gelden, richt hij aan de instelling die de vereffening van zijn overlevingspensioen verzekert een aanvraag, waarbij een medisch getuigschrift gevoegd wordt, bestemd voor de Geneeskundige Raad voor invaliditeit.

Van de beslissing van de Geneeskundige Raad voor invaliditeit wordt binnen de drie dagen volgend op de datum waarop zij werd getroffen, kennis gegeven aan de betrokkene en aan de instelling belast met de vereffening van zijn pensioen.

Indien een in het eerste lid bedoelde rechthebbende eveneens rechten doet gelden op een overlevingspensioen ten laste van de regeling voor werknemerspensioenen of die voor zelfstandigen, wordt de blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. vastgesteld overeenkomstig de door deze regelingen voorziene procedure en de getroffen beslissing geldt ambtshalve voor het pensioen bedoeld bij de wet van 15 mei 1984.

§ 2. In geval van verergering van zijn gezondheidstoestand of van nieuwe aandoeningen, mag de rechthebbende die niet voor ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt werd erkend, een nieuwe aanvraag indienen waarbij een medisch getuigschrift gevoegd wordt dat de elementen bevat die de nieuwe aanvraag rechtvaardigen.

§ 3. De beslissing houdende erkenning van de ongeschiktheid van ten minste 66 pct. heeft uitwerking op :

a) de ingangsdatum van het pensioen indien de in § 1, tweede lid, bedoelde aanvraag werd ingediend binnen de twaalf maanden die volgen op deze datum; deze datum wordt vervangen door die van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* voor de pensioenen die ingegaan zijn vóór deze bekendmaking;

b) de eerste dag van de maand die volgt op die van de aanvraag, in de andere gevallen.

Art. 2. Als kind ten laste in de zin van artikel 4, § 3, derde lid, en van artikel 6, eerste lid, van de voormelde wet van 15 mei 1984 wordt beschouwd, elk kind waarvoor de rechthebbende op overlevingspensioen kinderbijslag of een als zodanig geldende tegemoetkoming geniet.

Afdeling 2

Modaliteiten van gelijkstelling van studieperiodes en van bepaalde activiteiten van opvoedende of vormende aard

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 5, § 2, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984, worden gelijkgesteld met periodes die in aanmerking komen voor de overlevingspensioenen, de studies verricht in het dagonderwijs met volledig leerplan gelegen na de eerste januari van het jaar gedurende hetwelk het personeelslid de leeftijd van 20 jaar bereikt heeft, op voorwaarde dat de beroepsactiviteit die aanspraak verleent op een in artikel 1 van de voormelde wet van 15 mei 1984 bedoeld overlevingspensioen of de beroepsactiviteit die voor de berekening van dit pensioen in aanmerking genomen wordt in toepassing van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

1° de eerste activiteit zijn die werd uitgeoefend na het einde van het laatste aanneembaar studiejaar;

2° indien dit niet het geval is, een aanvang genomen hebben minder dan drie jaar na het einde van het laatste aanneembaar studiejaar.

De studies verricht in de loop van een school- of academiejaar brengen voor de berekening van het pensioen de inaanmerkingneming met zich van de periode gelegen tussen de eerste september van het jaar en de 31e augustus van het daaropvolgend jaar.

§ 2. Pour l'application de l'article 5, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 mai 1984, sont considérées comme études les activités de nature éducative ou formative suivantes :

1^o les stages professionnels prescrits par la nature des études et se situant après celles-ci;

2^o la préparation d'une thèse de doctorat ou d'un mémoire de fin d'études ayant abouti à l'obtention d'un diplôme légalement reconnu, limitée à une période maximum de 2 ans.

§ 3. Sont déduites des périodes admissibles conformément aux §§ 1er et 2, les périodes simultanées admissibles dans un régime de pension de survie à un titre autre que les études assimilées en vertu du présent article.

§ 4. Dans les cas visés au § 1er, alinéa 1er, 2^o, si la pension de survie succède à une pension de retraite immédiate ou différée accordée par application du Titre III de la loi du 15 mai 1984, ou si le conjoint est décédé dans les conditions prévues à l'article 2, § 1er, c), de la même loi, les périodes assimilées en vertu du présent article sont affectées du rapport prévu à l'article 49 de ladite loi.

Art. 4. § 1er. Le total des périodes assimilées en application de l'article 3 ne peut excéder 4 ans.

Si une bonification pour diplôme ou pour études préliminaires doit être prise en considération pour le calcul de la pension de survie, elle vient en déduction du maximum de 4 ans, ce dernier maximum étant préalablement ramené à la durée comprise entre le 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'agent a atteint l'âge de 20 ans et le 31 août de la dernière année d'études admissible, déduction faite des périodes simultanées visées à l'article 3, § 3.

Dans les cas visés à l'article 3, § 2, le 31 août de la dernière année d'études admissible est remplacé, selon le cas, par la date à laquelle les stages professionnels ont pris fin, ou par celle de l'obtention du diplôme.

§ 2. Le maximum résultant du § 1er est, le cas échéant, affecté du rapport auquel l'article 3, § 4, se réfère.

Section 3

Mode de justification des droits à la pension de survie

Art. 5. Toute demande de pension de survie indique l'identité complète et l'adresse du demandeur ainsi que l'identité complète de la personne dont le décès ouvre le droit à la pension et la dernière fonction qu'elle a exercée dans le secteur public.

Art. 6. § 1er. A l'appui de sa demande, le conjoint survivant doit produire les documents suivants :

1. un extrait de l'acte de décès;
2. un extrait de l'acte de mariage précisant la date de naissance des conjoints.

§ 2. Outre les documents mentionnés ci-avant, le conjoint survivant doit produire :

1. s'il est âgé de moins de 45 ans et désire invoquer une incapacité permanente de 66 p.c. au moins : la demande prévue à cet effet par l'article 1er, § 1er;
2. s'il est âgé de moins de 45 ans et a un enfant à charge : une attestation certifiant qu'il bénéficie pour cet enfant d'allocations familiales ou d'allocations qui en tiennent lieu, et émanant de l'organisme qui assure le paiement de ces allocations;

3. si le mariage n'a pas duré un an :

- soit un extrait de l'acte de naissance d'un enfant né du mariage ou d'un enfant posthume né dans les trois cents jours du décès;
- soit une attestation certifiant qu'au moment du décès, un des conjoints percevait des allocations familiales du chef d'un enfant à charge, et émanant de l'organisme qui assure le paiement de ces allocations;

— soit tous documents établissant à suffisance de droit que le décès est dû à un accident postérieur à la date du mariage ou a été causé par une maladie professionnelle contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, d'une mission confiée par le Gouvernement belge ou de prestations dans le cadre de l'assistance technique belge et que l'origine ou l'aggravation de cette maladie soit postérieure à la date du mariage.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 5, § 2, tweede lid, van de wet van 15 mei 1984 worden de volgende activiteiten van opvoedende of vormende aard als studies beschouwd :

1^o de beroepsstages voorgeschreven door de aard van de studies en gelegen onmiddellijk erna;

2^o de voorbereiding van een doctoraatsthesis of een eindverhandeling die geleid hebben tot de toekenning van een wettelijk erkend diploma, gedurende een maximumperiode van 2 jaar.

§ 3. De gelijktijdige periodes die uit hoofde van een andere hoedanigheid dan de studies die krachtens dit artikel worden gelijkgesteld, in aanmerking kunnen komen in een regeling inzake overlevingspensioenen, worden in mindering gebracht van de periodes die overeenkomstig de §§ 1 en 2 meetellen.

§ 4. In de gevallen bedoeld in § 1, eerste lid, 2^o, en indien het overlevingspensioen volgt op een bij toepassing van Titel III van de voormelde wet van 15 mei 1984 toegekend onmiddellijk of uitgesteld pensioen of indien de echtgenoot overleden is in de bij artikel 2, § 1, c), van dezelfde wet bedoelde voorwaarden, worden de krachtens dit artikel gelijkgestelde periodes vermenigvuldigd met de verhouding voorzien in artikel 49 van de voormelde wet.

Art. 4. § 1. Het totaal van de bij toepassing van artikel 3 gelijkgestelde periodes mag niet meer bedragen dan 4 jaar.

Indien voor de berekening van het overlevingspensioen een bonificatie voor diploma of voor voorafgaande studies in aanmerking moet worden genomen, komt deze in mindering van het maximum van 4 jaar; dit laatste maximum wordt voorafgaandelijk herleid tot de duur van de periode begrepen tussen de eerste januari van het jaar gedurende hetwelk het personeelslid de leeftijd van 20 jaar heeft bereikt en de 31e augustus van het laatste aanneembaar studiejaar, verminderd met de gelijktijdige periodes bedoeld in artikel 3, § 3.

In de gevallen bedoeld bij artikel 3, § 2, wordt naargelang van het geval de 31e augustus van het laatste aanneembaar studiejaar vervangen door de datum waarop de beroepsstages werden beëindigd of die waarop het diploma werd behaald.

§ 2. Het uit § 1 voortvloeiend maximum wordt in voorkomend geval vermenigvuldigd met de verhouding waarnaar artikel 3, § 4, verwijst.

Afdeling 3

Verantwoordingswijze van de rechten op het overlevingspensioen

Art. 5. Iedere aanvraag tot het bekomen van een overlevingspensioen vermeldt de volledige identiteit en het adres van de aanvrager alsook de volledige identiteit van de persoon wiens overlijden het recht op het pensioen opent en de laatste functie die deze in de overheidssector uitgeoefend heeft.

Art. 6. § 1. De langstlevende echtgenoot moet samen met zijn aanvraag de volgende stukken voorleggen :

1. een uittreksel uit de overlijdensakte;
2. een uittreksel uit de huwelijksakte met vermelding van de geboortedatum van de echtgenoten.

§ 2. Naast de hierboven vermelde stukken dient door de langstlevende echtgenoot voorgelegd te worden :

1. indien hij de 45-jarige leeftijd niet bereikt heeft en een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. wenst in te roepen : de te dien einde in artikel 1, § 1, voorziene aanvraag;
2. indien hij de 45-jarige leeftijd niet bereikt heeft en een kind ten laste heeft : een attest dat bevestigt dat hij voor dit kind kinderbijslag of een als zodanig geldende tegemoetkoming ontvangt; dit attest moet afgeleverd worden door de instelling die de uitbetaling van deze voordelen verzekert;

3. indien het huwelijk niet één jaar geduurd heeft :

- ofwel een uittreksel uit de geboorteakte van een kind geboren uit het huwelijk of van een postuum kind geboren binnen driehonderd dagen na het overlijden;
- ofwel een attest dat bevestigt dat op het ogenblik van het overlijden één van de echtgenoten kinderbijslag ontving voor een kind ten laste; dit attest moet afgeleverd worden door de instelling die de uitbetaling van deze kinderbijslag verzekert;

— ofwel om het even welke stukken die met voldoende rechtszekerheid vaststellen dat het overlijden het gevolg is van een na de datum van het huwelijk voorgekomen ongeval of veroorzaakt werd door een beroepsziekte opgedaan tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van het ambt, van een door de Belgische Regering toe-
vertrouwde opdracht of van in het kader van de Belgische technische bijstand verrichte prestaties en dat de aanvang of de verergering van deze ziekte na de datum van het huwelijk plaatsvond.

Art. 7. A l'appui de sa demande, le conjoint divorcé doit produire, outre les documents requis d'un conjoint survivant :

1. un extrait de l'acte de prononciation du divorce;
2. un certificat de non-remariage délivré par l'autorité compétente en matière d'état-civil.

Art. 8. § 1er. A l'appui de sa demande, l'orphelin ou son tuteur doit produire les documents suivants :

1. un extrait d'acte de naissance de l'orphelin précisant sa filiation ou s'il s'agit d'un enfant naturel reconnu, d'un enfant adopté ou d'un enfant légitimé par adoption, un extrait de l'acte de naissance, d'adoption ou de légitimation par adoption;

2. un extrait de l'acte de décès de la ou des personnes dont le décès ouvre un droit à la pension d'orphelin.

§ 2. Si l'orphelin est encore sous tutelle, le tuteur produira un extrait de l'acte de tutelle.

Si l'orphelin a atteint l'âge de 18 ans, le droit ou le maintien de la pension est subordonné à la production d'une attestation certifiant qu'il donne droit au paiement d'allocations familiales, et émanant de l'organisme qui assure le paiement de ces allocations.

Art. 9. Les études susceptibles d'être prises en considération par application de l'article 3 sont justifiées par le requérant au moyen d'une copie certifiée conforme du diplôme ou du certificat sanctionnant ces études ou au moyen d'attestation de fréquentation ou d'inscription aux cours émanant de l'autorité scolaire.

Les stages professionnels visés à l'article 3, § 2, 1^o, sont justifiés par des certificats qui en attestent la durée et précisent la période durant laquelle ils ont été effectués.

Art. 10. Le requérant est tenu de restituer, après l'avoir dûment complétée et signée, la déclaration en matière de cumul qui lui est soumise par l'organisme chargé de la liquidation de la pension et qui comporte un engagement aux termes duquel le signataire s'oblige à signaler toutes modifications qui pourraient avoir une incidence sur sa pension.

Art. 11. La demande de pension consécutive à un décès survenu en activité de service doit être adressée à l'administration, au service ou à l'organisme auquel le défunt ressortissait, qui la transmettra à l'organisme chargé de la liquidation de la pension en y annexant les pièces justificatives requises en matière de pension de retraite ainsi qu'un formulaire, en double exemplaire, contenant l'état des services du défunt et les traitements servant de base au calcul de la pension.

Toutefois, en ce qui concerne les membres de l'enseignement communal, libre ou normal provincial, la demande doit être adressée directement à l'Administration des pensions du Ministère des Finances, qui invitera les administrations concernées à lui fournir les renseignements et les pièces justificatives nécessaires pour l'établissement de la pension.

Art. 12. La demande de pension consécutive au décès d'une personne pensionnée ou ayant quitté définitivement le service sans avoir obtenu sa pension de retraite doit être adressée directement à l'organisme chargé de la liquidation de la pension, qui invitera les administrations, services et organismes concernés à lui fournir les renseignements et les pièces justificatives nécessaires pour l'établissement de la pension.

Art. 13. Pouvoir est donné au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions, avec faculté de subdélégation, de décider comment il est suppléé, dans l'instruction des demandes, au défaut de suffisance des pièces.

Art. 14. Pouvoir est donné au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions d'admettre, par arrêté motivé, une demande de pension de survie introduite par une tierce personne au nom de l'ayant droit si, en raison de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, ce dernier ne peut accomplir lui-même cette formalité.

Art. 15. Sont abrogés :

1^o les articles 10 à 15 de l'arrêté royal du 8 mai 1936 relatif au mode de justification des droits à la pension;

2^o l'arrêté royal du 15 juin 1936 relatif au mode de justification des droits à la pension des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Art. 7. Samen met zijn aanvraag dient de uit de echt gescheiden echtgenoot naast de van de langstlevende echtgenoot vereiste stukken voor te leggen :

1. een uittreksel uit de akte waarbij de echtscheiding uitgesproken wordt;
2. een door de inzake de burgerlijke stand bevoegde overheid afgeleverd getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet hertrouwd is.

Art. 8. § 1. Samen met zijn aanvraag moet de wees of zijn voogd de volgende stukken voorleggen :

1. een uittreksel uit de geboorteakte van de wees met vermelding van zijn afstemming of, indien het gaat om een erkend natuurlijk kind, een aangenomen kind of een door adoptie gewettigd kind, een uittreksel van de geboorteakte, de adoptieakte of de akte van wettiging door adoptie;

2. een uittreksel uit de overlijdensakte van de persoon of de personen wiens of wier overlijden een recht op het wezenpensioen opent.

§ 2. Indien de wees nog onder voogdij staat, moet de voogd een uittreksel uit de voogdijakte voorleggen.

Indien de wees de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft, is het recht of het behoud van het pensioen afhankelijk van het voorleggen van een attest waaruit blijkt dat hij recht heeft op de uitbetaling van kinderbijslag; dit attest moet afgeleverd worden door de instelling die de uitbetaling van deze kinderbijslag verzekert.

Art. 9. De studies die in toepassing van artikel 3 in aanmerking kunnen worden genomen, worden door de aanvrager bewezen door middel van een eensluidend verklaard afschrift van het diploma of van het getuigschrift bekomen na deze studies of door middel van door de schooloverheid afgeleverde getuigschriften waaruit blijkt dat de betrokkene de lessen volgde of ervoor ingeschreven was.

De in artikel 3, § 2, 1^o, bedoelde beroepsstages worden bewezen door middel van getuigschriften die de duur ervan aanduiden en de periode aangeven gedurende dewelke zij plaatsvonden.

Art. 10. De aanvrager is ertoe gehouden de cumulatieverklaring die hem voorgelegd wordt door de instelling die belast is met de vereffening van het pensioen, behoorlijk in te vullen, te ondertekenen en terug te sturen; deze verklaring omvat een verbintenis volgens dewelke de ondertekenaar er zich toe verplicht elke wijziging te melden die een weerslag zou kunnen hebben op zijn pensioen.

Art. 11. De pensioenaanvraag die voortvloeit uit een overlijden in actieve dienst moet gericht worden aan de administratie, de dienst of de instelling waartoe de overledene behoorde; deze administratie, dienst of instelling maakt de aanvraag over aan de instelling die belast is met de vereffening van het pensioen en voegt er de inzake rustpensioenen vereiste bewijsstukken aan toe, evenals een formulier, in twee exemplaren, dat de dienststaat van de overledene meldt en de wedden die tot grondslag dienen voor de berekening van het pensioen.

Wat de leden van het gemeentelijk onderwijs, het vrij onderwijs en het provinciaal normaalonderwijs betreft, moet de aanvraag evenwel rechtstreeks gericht worden aan de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën die de betrokken administraties zal verzoeken haar de voor de vaststelling van het pensioen noodzakelijke inlichtingen en bewijsstukken over te maken.

Art. 12. De pensioenaanvraag die voortvloeit uit het overlijden van een gepensioneerde of van een persoon die de dienst definitief verlaten heeft zonder een rustpensioen bekomen te hebben, moet rechtstreeks gericht worden aan de instelling die belast is met de vereffening van het pensioen; deze instelling zal de betrokken administraties, diensten en instellingen verzoeken haar de voor de vaststelling van het pensioen noodzakelijke inlichtingen en bewijsstukken over te maken.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort, is gemachtigd te beslissen hoe bij de behandeling van de aanvragen moet tewerkgegaan worden bij gebrek aan voldoende stukken; de Minister mag zijn bevoegdheden ter zake subdelegeren.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid de Administratie der Pensioenen behoort, is gemachtigd om bij een met redenen omkleed besluit een aanvraag tot overlevingspensioen te aanvaarden die ingediend wordt door een derde persoon in naam van de rechthebbende, indien deze laatste, tengevolge van uitzonderlijke omstandigheden of wegens overmacht, deze formaliteit niet zelf kan uitvoeren.

Art. 15. Worden opgeheven :

1^o de artikelen 10 tot 15 van het koninklijk besluit van 8 mei 1936 betreffende de wijze om van de rechten op pensioen te laten blijken;

2^o het koninklijk besluit van 15 juni 1936 betreffende de wijze van rechtvaardiging der rechten op pensioen van de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht.

CHAPITRE II Modalités de subrogation

Art. 16. Les droits faisant l'objet de la subrogation en faveur de l'Etat que les bénéficiaires de l'article 20 de la loi du 7 juillet 1964 créant notamment une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains anciens militaires tiennent du régime de pension des travailleurs salariés, du chef des services pris en considération pour le calcul de ladite allocation conformément aux lois coordonnées sur les pensions militaires, sont calculés en déduisant de la pension de travailleur salarié la partie de cette pension afférente à la période qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation.

La partie de la pension à déduire pour les périodes antérieures au 1^{er} janvier 1955 est calculée par année civile; toute fraction d'année inférieure à six mois est négligée et toute fraction égale ou supérieure à six mois est comptée pour une année entière.

Le montant sur lequel porte cette subrogation ne peut cependant excéder les avantages obtenus en vertu de l'article 20 de la loi du 7 juillet 1964 pour les périodes auxquelles la subrogation se rapporte.

Art. 17. Les droits faisant l'objet de la subrogation en faveur de l'Etat que les bénéficiaires de l'article 77 de la loi du 15 mai 1984 tiennent du régime de pension des travailleurs salariés, du chef des services rendus admissibles par cet article, sont calculés en déduisant de la pension de travailleur salarié la partie de cette pension afférente à la période qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la pension de retraite à charge d'un des régimes de pensions auxquels s'applique la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public.

La partie de la pension à déduire est calculée par année civile; toute fraction d'année inférieure à six mois est négligée et toute fraction d'année égale ou supérieure à six mois est comptée pour une année entière.

Le montant sur lequel porté cette subrogation ne peut cependant excéder les avantages obtenus dans le régime de pension auquel s'applique la loi du 14 avril 1965 pour les périodes auxquelles la subrogation se rapporte.

CHAPITRE III Bonifications pour diplômés

Art. 18. Pour l'application de l'article 33, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, les diplômés de l'enseignement du jour obtenus à l'issue d'études dont les conditions d'accès et la durée n'ont pas permis à leur titulaire d'entrer en fonction avant l'âge de 19 ans donnent lieu, pour la liquidation des pensions, à une bonification de temps forfaitaire de deux années si la possession de ces diplômes a constitué une condition à laquelle l'intéressé a dû satisfaire pour accéder à une fonction en rapport avec la nature des études effectuées. Toutefois, cette bonification est ramenée à un an si la durée des études n'atteignait pas deux années.

La durée additionnée de la bonification et des services effectifs de toute nature qui sont supputés dans le calcul de la pension ne peut excéder la durée comprise entre la date à laquelle l'intéressé a atteint l'âge de 19 ans et celle de sa mise à la retraite.

Les dispositions des articles 36, 37 et 41 de la loi du 9 juillet 1969 sont applicables à la bonification prévue par le présent article.

Art. 19. Pour l'application de l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômés en matière de pensions des membres de l'enseignement, les diplômés de l'enseignement du jour obtenus à l'issue d'études dont les conditions d'accès et la durée n'ont pas permis à leur titulaire d'entrer en fonction avant l'âge de 19 ans donnent lieu, pour la liquidation des pensions, à une bonification de temps forfaitaire de deux années si la possession de ces diplômes a constitué une condition à laquelle l'intéressé a dû satisfaire pour accéder à une fonction en rapport avec la nature des études effectuées. Toutefois, cette bonification est ramenée à un an si la durée des études n'atteignait pas deux années.

HOOFDSTUK II Subrogatiemodaliteiten

Art. 16. De rechten die het voorwerp uitmaken van de subrogatie ten voordele van de Staat en die de begunstigen van artikel 20 van de wet van 7 juli 1964 die onder andere een als pensioen geldende tegemoetkoming ten voordele van sommige gewezen militairen instelt, op grond van de pensioenregeling der werknemers bezitten uit hoofde van de diensten die voor de berekening van deze tegemoetkoming in aanmerking genomen worden overeenkomstig de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, worden berekend door van het pensioen van werknemer het gedeelte van dit pensioen af te trekken dat betrekking heeft op de periode die voor de berekening van deze tegemoetkoming niet in aanmerking komt.

Het gedeelte van het pensioen dat moet afgetrokken worden voor de aan 1 januari 1955 voorafgaande periodes, wordt per kalenderjaar berekend; ieder gedeelte van een jaar lager dan zes maanden wordt weggelaten en ieder gedeelte van een jaar gelijk aan of hoger dan zes maanden wordt voor een volledig jaar aangerekend.

Het bedrag waarop deze subrogatie slaat, mag echter niet hoger zijn dan de voordelen die krachtens artikel 20 van de wet van 7 juli 1964 bekomen worden voor de periodes waarop de subrogatie betrekking heeft.

Art. 17. De rechten die het voorwerp uitmaken van de subrogatie ten voordele van de Staat en die de begunstigen van artikel 77 van de wet van 15 mei 1984 op grond van de pensioenregeling der werknemers bezitten uit hoofde van de door dit artikel aanneembaar gemaakte diensten, worden berekend door van het pensioen van werknemer het gedeelte van dit pensioen af te trekken dat betrekking heeft op de periode die niet in aanmerking komt voor de berekening van het rustpensioen ten laste van één van de pensioenregelingen waarop de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, toepasselijk is.

Het gedeelte van het pensioen dat moet afgetrokken worden, wordt per kalenderjaar berekend; ieder gedeelte van een jaar lager dan zes maanden wordt weggelaten en ieder gedeelte van een jaar gelijk aan of hoger dan zes maanden wordt voor een volledig jaar aangerekend.

Het bedrag waarop deze subrogatie slaat mag echter niet groter zijn dan de voordelen die in de pensioenregeling, waarop de wet van 14 april 1965 toepasselijk is, bekomen worden voor de periodes waarop de subrogatie betrekking heeft.

HOOFDSTUK III Bonificaties voor diploma's

Art. 18. Voor de toepassing van artikel 33, tweede lid, van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, brengen de diploma's van het dagonderwijs bekomen na de beëindiging van studies waarvan de toelatingsvoorwaarden en de duur de belanghebbende niet in de mogelijkheid hebben gesteld om voor de leeftijd van 19 jaar in dienst te treden, in de vereffening van de pensioenen de toekenning met zich van een forfaitaire tijdsbonificatie van twee jaar indien het bezit van deze diploma's een voorwaarde was waaraan de betrokkene heeft moeten voldoen om toegelaten te worden tot een betrekking die overeenstemt met de aard van de verrichte studies. Deze bonificatie wordt nochtans herleid tot één jaar, indien de duur van de studies geen twee jaar bereikte.

De bijengegetelde duur van de bonificatie en van de werkelijke diensten van elke aard die voor de pensioenberekening meetellen mag niet hoger zijn dan de duur begrepen tussen de datum waarop de betrokkene de leeftijd van 19 jaar heeft bereikt en de datum van zijn oppensioenstelling.

De bepalingen van de artikelen 36, 37 en 41 van de wet van 9 juli 1969 zijn van toepassing op de in dit artikel voorziene bonificatie.

Art. 19. Voor de toepassing van artikel 2, § 3, eerste lid, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de bonificaties wegens diploma's inzake pensioenen van leden van het onderwijs brengen de diploma's van het dagonderwijs bekomen na de beëindiging van studies waarvan de toelatingsvoorwaarden en de duur de belanghebbende niet in de mogelijkheid hebben gesteld om vóór de leeftijd van 19 jaar in dienst te treden, in de vereffening van de pensioenen, de toekenning met zich van een forfaitaire tijdsbonificatie van twee jaar indien het bezit van deze diploma's een voorwaarde was waaraan de betrokkene heeft moeten voldoen om toegelaten te worden tot een betrekking die overeenstemt met de aard van de verrichte studies. Deze bonificatie wordt nochtans herleid tot één jaar indien de duur van de studies geen twee jaar bereikte.

La durée additionnée de la bonification et des services effectifs de toute nature qui sont supputés dans le calcul de la pension ne peut excéder la durée comprise entre la date à laquelle l'intéressé a atteint l'âge de 18 ans et celle de sa mise à la retraite.

Les dispositions des articles 3, 5, 6 et 8 de la loi du 16 juin 1970 sont applicables à la bonification prévue par le présent article.

CHAPITRE IV Modalités de revisions des pensions

Section 1 Revision du chef de bonifications pour diplômés

Art. 20. § 1er. Les pensions de retraite en cours au 31 mai 1984 sont révisées à la demande des intéressés, compte tenu des mesures faisant l'objet des articles 18 et 19 du présent arrêté.

La demande de revision doit être adressée à l'Administration des pensions du Ministère des Finances. Si le dossier de l'intéressé ne contient pas le diplôme qu'il invoque, l'Administration des pensions invitera le requérant à en produire une copie certifiée conforme.

La demande de revision produit ses effets :

- a) le 1er juin 1984 pour autant qu'elle soit introduite dans les six mois suivant la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;
- b) le premier jour du mois suivant celui au cours duquel elle est introduite dans les autres cas.

§ 2. Le taux révisé est obtenu en multipliant le montant nominal de la pension en vigueur la veille de la date à laquelle la revision doit produire ses effets par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu de la bonification de temps prévue par l'article 18 ou l'article 19, et le montant nominal initial.

Ce rapport est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement. Pour sa détermination, il est tenu compte, le cas échéant, des modifications de la durée des services admissibles ou de tantièmes y afférents, survenues entre la date de prise de cours de la pension et celle à laquelle la revision produit ses effets.

Section 2 Revision du chef de services dans les agglomérations de communes créées pendant la guerre de 1940-1945

Art. 21. Les pensions de retraite et de survie en cours au 31 mai 1984 sont révisées, compte tenu des services rendus admissibles par l'article 77 de la loi du 15 mai 1984, selon les modalités définies ci-après :

a) s'il s'agit d'une pension de retraite, le montant nominal en vigueur la veille de la date à laquelle la revision doit être effectuée est multiplié par le rapport existant entre le montant nominal que la pension aurait atteint initialement si elle avait été établie compte tenu des services rendus admissibles par l'article 77 précité, et le montant nominal initial;

b) s'il s'agit d'une pension de veuve, le montant nominal en vigueur la veille de la date à laquelle la revision doit être effectuée, et abstraction faite des accroissements du chef d'enfants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de la pension si les services rendus admissibles par l'article 77 précité avaient été pris en considération, et le pourcentage ayant servi à la fixation du montant nominal initial;

c) s'il s'agit d'une pension d'orphelin, le montant nominal de la pension de veuve théorique qui sert de base à son calcul, en vigueur la veille de la date à laquelle la revision doit être effectuée, et abstraction faite des accroissements accordés pour le quatrième orphelin et les suivants, est multiplié par le rapport existant entre le pourcentage qui aurait servi à la fixation du montant nominal initial de ladite pension théorique si les services rendus admissibles par l'article 77 précité avaient été pris en considération, et le pourcentage ayant servi à la fixation dudit montant nominal initial.

De biijenggetelde duur van de bonificatie en van de werkelijke diensten van elke aard die voor de pensioenberekening meetellen, mag niet hoger zijn dan de duur begrepen tussen de datum waarop de betrokkene de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en de datum van zijn pensioenstelling.

De bepalingen van de artikelen 3, 5, 6 en 8 van de wet van 16 juni 1970 zijn van toepassing op de in dit artikel voorziene bonificatie.

HOOFDSTUK IV Herzieningsmodaliteiten van de pensioenen

Afdeling 1 Herziening uit hoofde van bonificaties wegens diploma's

Art. 20. § 1. De op 31 mei 1984 lopende rustpensioenen worden op aanvraag van de betrokkenen herzien rekening houdend met de maatregelen die het voorwerp uitmaken van de artikelen 18 en 19 van dit besluit.

De aanvraag tot herziening moet worden gericht tot de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën. Indien het dossier van de betrokkene het diploma niet bevat waarop hij zich beroept, zal de Administratie der pensioenen de aanvrager verzoeken om een voor eensluidend verklaard afschrift ervan voor te leggen.

De aanvraag tot herziening heeft uitwerking :

- a) op 1 juni 1984 indien zij ingediend werd binnen de zes maanden volgend op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*;
- b) op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke zij werd ingediend, in de andere gevallen.

§ 2. Het herziene bedrag wordt bekomen door het nominale bedrag van het pensioen van kracht op de vooravond van de datum waarop de herziening dient doorgevoerd, te vermenigvuldigen met de verhouding tussen het nominale bedrag dat het pensioen oorspronkelijk zou hebben bereikt indien het zou zijn vastgesteld rekening houdend met de in artikel 18 of artikel 19 voorziene tijdsbonificatie, en het oorspronkelijke nominale bedrag.

Deze verhouding wordt vastgesteld tot en met de vierde decimaal. In voorkomend geval wordt voor het vaststellen van de voornoemde verhouding rekening gehouden met de wijzigingen in de duur van de in aanmerking te nemen diensten of van de eraan verbonden tantièmes, die zich hebben voorgedaan tussen de ingangsdatum van het pensioen en de datum waarop de herziening doorgevoerd wordt.

Afdeling 2 Herziening uit hoofde van diensten bij tijdens de oorlog 1940-1945 opgerichte agglomeraties van gemeenten

Art. 21. De op 31 mei 1984 lopende rust- en overlevingspensioenen worden herzien rekening houdend met de door artikel 77 van de wet van 15 mei 1984 aanneembaar gemaakte diensten en volgens de hierna omschreven modaliteiten :

a) indien het een rustpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van kracht op de vooravond van de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het nominale bedrag dat het pensioen oorspronkelijk zou hebben bereikt indien het vastgesteld zou zijn rekening houdend met de krachtens het voormelde artikel 77 aanneembaar gemaakte diensten, en het oorspronkelijke nominale bedrag;

b) indien het een weduwpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van kracht op de vooravond van de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, en afgezien van de verhogingen uit hoofde van kinderen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale pensioenbedrag zou hebben gediend indien de krachtens het voormelde artikel 77 aanneembaar gemaakte diensten in aanmerking waren genomen, en het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag heeft gediend;

c) indien het een wezenpensioen betreft, dan wordt het nominale bedrag van het theoretische weduwpensioen dat dient tot grondslag van de berekening ervan en dat van kracht is op de vooravond van de datum waarop de herziening dient uitgevoerd, en afgezien van de verhogingen voor de vierde en volgende wezen, vermenigvuldigd met de verhouding bestaande tussen het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag van dit theoretische pensioen zou hebben gediend, indien de door het voormelde artikel 77 aanneembaar gemaakte diensten in aanmerking waren genomen, en het percentage dat voor de vaststelling van het oorspronkelijke nominale bedrag gediend heeft.

Les rapports prévus à l'alinéa 1er sont établis jusqu'à la quatrième décimale inclusivement. Pour leur détermination, il est tenu compte, le cas échéant, des modifications de la durée de services admissibles ou des tantièmes y afférents, survenues entre la date de prise de cours de la pension et celle à laquelle la révision est effectuée.

CHAPITRE V Adaptation de références

Art. 22. 1° A l'article 39, alinéa 1er, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, les mots « Sans préjudice des dispositions de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions relatives aux montants minimums des pensions prévus par le Titre II du Livre 1er de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension »;

2° à l'article 40 bis, § 1er, alinéa 4, de la même loi, y inséré par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982, tel qu'il était libellé avant sa modification par la loi du 15 mai 1984, les mots « à 110 p.c. du minimum prévu en faveur de la veuve d'un employé par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public » sont remplacés par les mots « à 110 p.c. du minimum de pension de survie prévu en faveur du conjoint survivant par l'article 32 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension »;

3° à l'article 50 bis, § 2, de la même loi, y inséré par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982, les mots « à 110 p.c. du minimum prévu en faveur de la veuve d'un employé par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1962 » sont remplacés par les mots « à 110 p.c. du minimum de pension de survie prévu en faveur du conjoint survivant par l'article 32 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension »;

4° à l'article 61 de la même loi, les mots « Les dispositions de l'article 2 de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public » sont remplacés par les mots « Les dispositions relatives aux montants minimums des pensions prévus par l'article 28 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension »;

5° à l'article 68 de la même loi, les mots « qui bénéficient effectivement du montant minimum de pension garanti prévu par les articles 2 et 3 de la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public » sont remplacés par les mots « qui bénéficient effectivement du montant minimum de pension prévu par les articles 28 et 32 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension ».

CHAPITRE VI Adaptation des conditions d'octroi du pécule complémentaire au pécule de vacances

Art. 23. L'article 2 de l'arrêté royal du 12 juillet 1979 portant exécution des articles 55, 60 et 68 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. § 1er. Le pécule complémentaire au pécule de vacances, prévu à l'article 68 de la loi du 5 août 1978, est accordé aux personnes qui bénéficient effectivement, pour le mois de mai de l'année pour laquelle ce pécule complémentaire est dû, d'un supplément par application des articles 28 et 32 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension. Il est payé dans le courant du mois de mai de l'année à laquelle il se rapporte.

§ 2. Les montants du pécule complémentaire sont ceux prévus par l'article 22 bis, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, le montant le plus élevé étant réservé aux pensionnés considérés comme retraités avec charge de famille au sens de l'article 33, § 1er, de la loi du 15 mai 1984.

De in het eerste lid bedoelde verhoudingen worden vastgesteld tot en met de vierde decimaal. Om ze te bepalen wordt er, in voorkomend geval, rekening gehouden met de wijzigingen in de duur der in aanmerking te nemen diensten of van de eraan verbonden tantièmes, die tussen de ingangsdatum van het pensioen en die waarop de herziening is uitgevoerd, hebben plaatsgevonden.

HOOFDSTUK V Aanpassing van verwijzingen

Art. 22. 1° In artikel 39, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, worden de woorden « Onverminderd de bepalingen van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist » vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen betreffende de minimumbedragen van de pensioenen voorzien in Titel II van Boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen »;

2° In artikel 40 bis, § 1, vierde lid, van dezelfde wet, er ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 30 van 30 maart 1982, zoals het luidde voor zijn wijziging door de wet van 15 mei 1984 worden de woorden « tot 110 pct. van het minimumbedrag voorzien voor de weduwe van een bediende door artikel 3 van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist » vervangen door de woorden « tot 110 pct. van het minimumbedrag van de overlevingspensioenen voorzien voor de langstlevende echtgenoot door artikel 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen »;

3° in artikel 50 bis, § 2, van dezelfde wet, er ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 30 van 30 maart 1982 worden de woorden « dan 110 pct. van het gewaarborgd minimumpensioenbedrag bepaald voor de weduwe van een bediende door artikel 3 van de wet van 27 juli 1962 » vervangen door de woorden « dan 110 pct. van het minimumbedrag van de overlevingspensioenen voorzien voor de langstlevende echtgenoot door artikel 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen »;

4° in artikel 61 van dezelfde wet worden de woorden « De bepalingen van artikel 2 van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist » vervangen door de woorden « De bepalingen betreffende de minimumpensioenbedragen voorzien in artikel 28 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen »;

5° in artikel 68 van dezelfde wet worden de woorden « die daadwerkelijk genieten van het gewaarborgd minimumpensioenbedrag bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist » vervangen door de woorden « die daadwerkelijk genieten van het minimumpensioenbedrag voorzien in de artikelen 28 en 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen ».

HOOFDSTUK VI Aanpassing van de toekenningsvoorwaarden van de aanvullende toeslag bij het vacatiegeld

Art. 23. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 juli 1979 tot uitvoering van de artikelen 55, 60 en 68 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 2. § 1. De aanvullende toeslag bij het vacatiegeld voorzien in artikel 68 van de wet van 5 augustus 1978, wordt toegekend aan de personen die voor de maand mei van het jaar waarvoor die aanvullende toeslag verschuldigd is, daadwerkelijk een supplement genieten bij toepassing van de artikelen 28 en 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen. Hij wordt uitbetaald gedurende de maand mei van het jaar waarop hij betrekking heeft.

§ 2. De bedragen van de aanvullende toeslag bij het vacatiegeld stemmen overeen met die welke voorzien zijn in artikel 22 bis, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, met dien verstande dat het hoogste bedrag enkel verleend wordt aan de gepensioneerden die beschouwd kunnen worden als gepensioneerd met gezinslast in de zin van artikel 33, § 1, van de wet van 15 mei 1984.

§ 3. Le pécule complémentaire est diminué du montant du pécule complémentaire au pécule de vacances attribué à l'intéressé par application des dispositions du régime de pension des travailleurs salariés ou du régime de pension de la Sécurité sociale d'outre-mer. En outre s'il s'agit d'un bénéficiaire considéré comme retraité avec charge de famille, est également déduit le pécule complémentaire au pécule de vacances dont bénéficie éventuellement son conjoint.

§ 4. Le pécule complémentaire est payé par le pouvoir ou l'organisme qui accorde le supplément de pension résultant de l'application des articles 28 et 32 de la loi du 15 mai 1984.

§ 5. Si le pécule complémentaire n'a pu être payé au bénéficiaire en raison de son décès, il ne peut être payé qu'au conjoint survivant ou aux orphelins auxquels ce décès ouvre un droit à une pension de survie. »

CHAPITRE VII Dispositions finales

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1984, à l'exception des articles 16, 22 et 23 qui produisent leurs effets respectivement le 1er janvier 1979, le 1er novembre 1984 et le 1er janvier 1985.

Art. 25. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 85 — 214

24 JANVIER 1985. — Arrêté royal relatif à la prolongation du mécanisme de concours financier à moyen terme mis en place dans le cadre des Communautés européennes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 novembre 1978 relative à l'application des aménagements au mécanisme de concours financier à moyen terme mis en place dans le cadre des Communautés européennes, notamment l'article 2;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont confirmées les obligations découlant pour la Belgique de la Décision 84/655/CEE, du Conseil des Communautés européennes du 10 décembre 1984, reconduisant la Décision 71/143/CEE, portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Ministre des Finances,
F. GROOTJANS

§ 3. De aanvullende toeslag wordt verminderd met het bedrag van de aanvullende toeslag bij het vacantiégeld toegekend aan de betrokkene bij toepassing van de bepalingen van de regeling voor werknemerspensioenen en de pensioenregeling van de overzeese sociale zekerheid. Bovendien, indien het gaat om een rechthebbende die beschouwd wordt als een gepensioneerde met gezinslast, wordt ook de aanvullende toeslag bij het vacantiégeld die zijn echtgenoot eventueel geniet in mindering gebracht.

§ 4. De aanvullende toeslag wordt uitbetaald door de macht of de instelling die het pensioensupplement toekent dat voortvloeit uit de toepassing van de artikelen 28 en 32 van de wet van 15 mei 1984.

§ 5. Indien de aanvullende toeslag niet kon worden uitbetaald aan de rechthebbende omwille van diens overlijden, kan deze slechts uitbetaald worden aan de langstlevende echtgenoot of aan de wezen voor wie dat overlijden rechten op een overlevingspensioen doet ontstaan. »

HOOFDSTUK VII Slotbepalingen

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1984, met uitzondering van de artikelen 16, 22 en 23 die respectievelijk uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1979, 1 november 1984 en 1 januari 1985.

Art. 25. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINIS- TERIE VAN FINANCIËN

N. 85 — 214

24 JANUARI 1985. — Koninklijk besluit betreffende de verlenging van het mechanisme voor financiële bijstand op middellange termijn ingesteld in het raam van de Europese Gemeenschappen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 november 1978 betreffende de uitvoering van de aanpassingen van het mechanisme voor financiële bijstand op middellange termijn ingesteld in het raam van de Europese Gemeenschappen, inzonderheid op artikel 2;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verplichtingen, die voor België voortvloeien uit de Beschikking 84/655/EEG, van de Raad der Europese Gemeenschappen van 10 december 1984, tot verlenging van de Beschikking 71/143/EEG, houdende instelling van een mechanisme voor financiële bijstand op middellange termijn, worden bekrachtigd.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Minister van Financiën,
F. GROOTJANS